

# **LES AMIS DES ARCHIVES**

*de la Haute-Garonne*



11-14, bd Griffoul-Dorval 31400 TOULOUSE  
Tél. le mercredi après-midi : 05.62.26.85.72  
Site internet de l'association : [www.2a31.net](http://www.2a31.net)  
Courriel de l'association : [amis.archives@laposte.net](mailto:amis.archives@laposte.net)

---

Tél. Archives départementales : 05.34.31.19.70  
Fax : 05.34.31.19.71  
Site internet : [www.archives.cg31.fr](http://www.archives.cg31.fr)  
Courriel : [archives@cg31.fr](mailto:archives@cg31.fr)

## **PETITE BIBLIOTHÈQUE N° 169**

ISSN 1762-4649

(SUPPLÉMENT A LA « LETTRE DES AMIS » N° 240 du 31 décembre 2009)

## **PORTRAIT DE SAINT-GAUDENS EN 1928**

*par Marie-Louise GUILLAUMIN,*



## PORTAIT DE SAINT-GAUDENS EN 1928

*Marie-Louise GUILLAUMIN*

1928 : une année éclairée par la récente arrivée de la fée électricité, assombrie par la brutale disparition, le 11 mars, de Laurent Cazassus, maire apprécié, une année riche de continuité dans les choix politiques qui ont suivi, forte du désir des élus de faire de leur ville un lieu de vie actif et plein d'attraits, enfin, une année ponctuée d'initiatives collectives diverses.

Pour assister à ce retour en arrière, suivons le calendrier de la vie politique, des réalisations municipales, de la vie sociale.

### **Vie politique : les succès du radicalisme**

En pleine période hivernale, Saint-Gaudens affirma son rôle de chef-lieu d'arrondissement en accueillant une grande manifestation radicale-socialiste à la Halle-aux-Grains, aménagée et pavoisée pour la circonstance. Deux mille délégués de 37 communes s'y retrouvèrent en congrès. Au centre ville, on put observer une concentration inhabituelle de voitures.

À 14 heures, les cadres du grand parti fondé en 1901 s'installèrent sur une vaste estrade : P. Lozes, conseiller d'arrondissement, président du conseil d'arrondissement, président du Congrès, le député Hippolyte Ducos, Laurent Cazassus, maire de Saint-Gaudens, conseiller général du canton, vice-président du Conseil général de la Haute-Garonne, ses adjoints Louis Payrau et Joseph Picot, des conseillers généraux : Dr Brangé (Saint-Martory), Dr Jaureguierry (Aspet), Carrère, Ducasse, Vives... H. Ducos lui-même élu du canton de Barbazan depuis 1919, de nombreux maires des principales communes ou de plus petites.

Le premier acte du Congrès fut le choix d'un porte-drapeau du parti pour les prochaines élections législatives d'avril 1928. La candidature du député sortant, H. Ducos, fut approuvée à l'unanimité, à mainlevée, dans un grand élan d'enthousiasme. En cet instant solennel, la Marseillaise retentit dans la salle. Puis, le président Lozes exprima sa satisfaction, suivi de Laurent Cazassus, qui, sous les applaudissements, affirma son attachement au parti : « j'ai combattu toute ma vie pour l'idéal radical-socialiste ». Se référant à sa conception de la République, il justifia son refus de candidature à la représentation nationale, malgré l'offre qui lui en avait été faite et désigna « son excellent ami » Hippolyte Ducos, pour remplir cette mission. Aussitôt, H. Ducos se leva pour serrer la main de celui qui, « loyalement, n'avait pas voulu s'engager dans la compétition », et lui donna l'accolade, vivement acclamé par l'assemblée.

L. Cazassus avait exercé un mandat de député de la première circonscription de Saint-Gaudens du 10 mai 1914 à novembre 1919, avec interruption du fonctionnement de la représentation nationale, du 4 août 1914 à janvier 1915.

Mais, candidat sur la liste radicale et radicale-socialiste aux élections du 16 novembre 1919, il avait subi un échec, n'obtenant que 27 155 voix sur une moyenne de 28 542 voix réalisée par son camp. L'avantage revint à H. Ducos, qui, en tête avec 30 013 voix, fut élu député d'opposition dans la chambre « bleu horizon » où dominait fortement la coalition des

partis modérés du Bloc National. La réforme électorale instaurée en juillet 1919 (scrutin de liste avec répartition des sièges à la proportionnelle et prime à la majorité) leur avait été favorable.

Aux élections législatives du 11 mai 1924, le mandat législatif d'Hippolyte Ducos fut brillamment reconduit, avec 30 007 voix sur 109 567 suffrages exprimés, au sein du Cartel des Gauches, entente électorale conclue entre Radicaux et Socialistes pour aller cette fois ensemble à la bataille et bénéficier du mode de scrutin (sans les communistes).

Le Cartel des Gauches et ses alliés l'avaient emporté sur le Bloc National.

Dans cette assemblée, le socialiste Lucien Labattut, maire d'Aulon, conseiller général, fut élu en Haute-Garonne sur la même liste qu'Hippolyte Ducos, dont il fut l'adversaire en 1928.

Revenons au Congrès radical de Saint-Gaudens. Au fil des années, Hippolyte Ducos était devenu un élément très apprécié et écouté du Parti Radical, qui l'avait porté à la vice-présidence en 1926. Également rapporteur spécial du budget de l'instruction publique au Palais Bourbon, il lui revenait de présenter les points forts de la politique adoptée par son parti. Il cita d'abord les efforts développés pour assurer la paix : règlement du problème des réparations par le plan Dawes pour ménager l'Allemagne (juillet 1924), totale adhésion à « l'esprit de Genève », entrée de l'Allemagne à la S.D.N. (septembre 1926), approbation du projet de signature du Pacte Briand Kellog qui mettrait la guerre « hors la loi ». Il rappela la réduction du service militaire à un an (juillet 1927) et insista sur le redressement financier accompli par le gouvernement d'Union Nationale auquel les radicaux apportaient leur soutien, et préparé dit-il par les gouvernements précédents.

Faisant allusion au vote sur la loi des assurances sociales en préparation, il mit en valeur la nécessité de trouver de nouvelles ressources pour réaliser de nouvelles réformes sociales et soutenir l'agriculture déjà touchée par la mévente du blé. Enfin, il souligna que la loi du 22 juillet 1922 avait été votée par les radicaux-socialistes pour faciliter l'exportation de bétail par l'ouverture des frontières et marquait le début « d'un vaste programme agraire ». Ces propos étaient bien accueillis dans notre région essentiellement agricole. Le Comminges appréciait d'avoir un bon défenseur à la Chambre.

C'est dans ce contexte de politique nationale que s'inscrivirent le Congrès et les élections législatives d'avril 1928.

Il s'agit ici d'en préciser seulement quelques aspects.

Dans son allocution au Congrès radical, H. Ducos évoqua « le redressement financier accompli par le gouvernement d'Union Nationale ». Pourquoi ?

Depuis 1925, la chute du franc avait mis à mal le Cartel des Gauches dont les partenaires n'avaient pas réussi à s'entendre pour définir une politique financière commune.

La panique était à son comble lorsque le Président de la République, Gaston Doumergue, rappela le modéré Poincaré le 22 juillet 1926. Ce dernier constitua, le 27 juillet, un gouvernement d'Union Nationale composé par des hommes de tous les partis, du Centre gauche à l'Extrême droite, à l'exception des communistes et des socialistes. Le cabinet accueillit, sur sa Gauche, quatre ministres radicaux, dont Herriot, président du parti radical (« deux frères ne se battant pas au chevet de leur mère malade »). Le Congrès radical de Wagram d'octobre 1927 n'accepta l'Union Nationale « qu'à titre provisoire » et se prononça pour l'alliance à Gauche. Herriot démissionna et fut remplacé par Édouard Daladier, adversaire de l'Union Nationale. En avril 1928, l'assainissement de la situation financière et

la stabilisation du franc étaient pratiquement réalisés, la popularité de Poincaré confirmée (« le sauveur du franc »).

Les hésitations du parti radical rendirent la campagne de ses candidats un peu confuse.

Dans la circonscription de Saint-Gaudens, quatre concurrents étaient en liste :

- Ducos Hippolyte, radical-socialiste, député sortant.
- Labattut Lucien, socialiste unifié (S.F.I.O.), député sortant.
- Baqué, radical unioniste.
- Arrieu, communiste.

Le radical unioniste était hostile à l'union avec la SFIO, considérée comme restant attachée aux dogmes marxistes. Ce parti, fondé par François Bouillon en 1927, eut une existence éphémère.

H. Ducos fit campagne dans chaque canton, attaquant vigoureusement la tendance communiste de son concurrent Labattut. Il insistait sur le fait qu'il penchait pour le « collectivisme », l'accusant de vouloir supprimer la propriété individuelle, et de s'être désolidarisé du Cartel des Gauches, peu après son élection, en votant dans plusieurs cas avec les communistes à la Chambre. Les attaques furent très vives des deux côtés.

Les documents nous font défaut pour savoir quelle était la teneur des interventions de Labattut et de ses écrits.

C'est un soir de début mars, au cours d'une réunion publique tenue par H. Ducos à Aurignac, sous un préau d'école, par une température glaciale, que son ami Laurent Cazassus prit froid..., contracta une congestion pulmonaire, « mal incurable » entraînant sa mort dans les 48 heures (11 mars 1928). La campagne se poursuivit sans lui.

Le 1<sup>er</sup> tour des législatives eut lieu le 22 avril et donna les résultats suivants :

Inscrits : 29 600 ; Votants : 23 354 ;

Suffrages exprimés : 23 274 ;

Ducos : 10 699 voix ;

Labattut : 8 241 voix ;

Baqué : 3 915 voix ;

Arrieu : 419 voix.

*La Dépêche du Midi* mettait en valeur les 2 297 voix d'avance de Ducos sur Labattut et prévoyait son succès au second tour.

Ce dernier se déroula 8 jours après, alors que le délai était de 15 jours auparavant.

Dans le pays, 187 députés avaient été élus dès le 1<sup>er</sup> avril, pour la 14<sup>e</sup> législature, sur 612 qu'elle devait compter. Le 2<sup>e</sup> scrutin de ballottage était organisé dans 88 départements représentant 425 circonscriptions (sans compter Guadeloupe et Cochinchine). Les tractations allèrent bon train entre partis de gauche de l'ancien Cartel.

Face à H. Ducos, L. Labattut refusa le désistement. La « discipline républicaine » ne put pas jouer mais la victoire d'H. Ducos fut largement acquise :

Votants : 23 290 ;  
Ducos : 12 482 voix, élu ;  
Labattut : 10 185 voix ;  
Arrieu : 69 voix.

Le différentiel entre les deux premiers restait pratiquement le même.

Dans le canton de Saint-Gaudens, H. Ducos était en tête.

Pour la ville, également : Inscrits : 4 562, votants : 3 568, exprimés : 3 477.

Ducos : 1 846 voix, Labattut : 1 614, Arrieu : 5.

Au plan national, la victoire revint à l'Union Nationale autour de Poincaré. Le centre et les droites totalisèrent 336 sièges, ayant seuls la majorité à la Chambre. En face, la famille radicale comptait 120 députés contre 100 pour la SFIO (60 sièges perdus), 41 socialistes indépendants.

Le 4 novembre, au Congrès d'Angers, l'Union Nationale fut condamnée par les radicaux qui firent de l'Union des Gauches « la seule formule capable de répondre aux exigences de la démocratie ». Les ministres radicaux quittèrent le gouvernement. Le 11 novembre, un cinquième ministère Poincaré fut formé, sans les radicaux. H. Ducos revint officiellement dans l'opposition.

Effectuons un retour en arrière à Saint-Gaudens, après la disparition brutale du maire Laurent Cazassus (11 mars) et ses obsèques solennelles.

La vie continuait son cours.

Début avril, se déroulèrent des élections municipales complémentaires pour pourvoir au remplacement de trois membres du Conseil dont deux étaient décédés, L. Cazassus et L. Cassagne, et le 3<sup>e</sup>, Ernest Lapeyre, démissionnaire.

En vue de cette consultation, le Conseil municipal en place rédigea un manifeste pour proposer aux électeurs trois hommes « de même idéal politique, jouissant de l'estime unanime » :

- Pierre Lozes, président du Conseil d'arrondissement et du comité radical-socialiste de la ville, le parti radical étant un parti de comités. Ce candidat était présenté comme « le dépositaire de la pensée des maires précédents » Jean Bepmale (1884-1921) et Laurent Cazassus (1921-1928) ;
- Eugène Azémar, professeur de philosophie au collège de garçons, président du syndicat d'initiative du Comminges, « bien connu pour ses brillants résultats » obtenus dans le secteur touristique ;
- Louis Saint-Paul, industriel (Brasserie Saint-Paul), président du tribunal de commerce.

Pour donner plus de poids à ce manifeste, les réalisations de la municipalité Cazassus, dont certaines en voie d'achèvement, étaient citées, et des projets formulés :

- électrification de la ville ;
- aménagement du Jardin public au-dessous du boulevard Bepmale ;
- agrandissement du cimetière devenu insuffisant ;
- construction d'un établissement de bains pour remplacer celui qui avait brûlé ;
- installation d'un éclairage électrique dans les hameaux suburbains ;
- soutien aux sociétés sportives avec aménagement d'un nouveau terrain de jeux.

Ces grands points furent approuvés à l'unanimité lors d'une réunion du comité radical avant la publication du texte, après un hommage éloquent rendu par P. Lozes, assisté de J. Picot et L. Payrau, à L. Cazassus, « fondateur du comité, toujours animé d'une grande foi démocratique ».

Le scrutin, fixé au 1<sup>er</sup> avril, donna les résultats suivants :

Inscrits : 1 889, votants : 1 337, exprimés : 1 331, blancs et nuls : 6.

Ont obtenu : E. Azémar 1 100 voix, élu, L. Saint-Paul 1 098 voix, élu.

Ce même jour, à Carcassonne, Poincaré prononçait un discours où il affirmait « achever l'assainissement monétaire sans sacrifier les réformes sociales ».

Au second tour, le 8 avril, F. Porte l'emporta sur Lozes avec 657 voix (hors liste).

Le Conseil municipal était au complet. Selon les articles 76-77-80 de la loi du 5 avril 1884, sa réunion fut fixée au 11 avril pour désigner le maire.

Louis Payrau fut élu avec 20 voix sur 21.

Pour le remplacer en tant qu'adjoint, L. Saint-Paul obtint également 20 voix sur 21.

La création d'un adjoint supplémentaire fut décidée, pour faire face au développement considérable des services municipaux découlant « des dernières lois d'assistance obligatoire, des lois d'hygiène, d'assistances et prévoyances sociales » dont la municipalité devait assurer l'application.

Ce poste de 3<sup>e</sup> adjoint fut attribué à Léopold Camelong dès le 1<sup>er</sup> tour, avec 22 voix sur 22, aussitôt installé.

Ainsi fut assurée la continuité de l'œuvre municipale initiée par les anciens édiles.

Le nouveau maire prit ensuite la parole pour expliquer pourquoi il acceptait ses nouvelles responsabilités : « Je me suis demandé si, au cours de quinze années d'adjoint et de collaborateur de J. Bepmale et L. Cazassus, j'aurais acquis l'expérience suffisante, et si je possédais les connaissances administratives suffisantes, les qualités de cœur et d'esprit que doit avoir le premier magistrat d'une commune. J'ai accepté parce que je sais que pour mener cette tâche, aucun concours, tant des anciens que des nouveaux conseillers, ne me fera défaut ». Il conclut : « La route est tracée. Vive la République démocratique et sociale ».

En juin, le comité radical de la ville se réunit et réélut P. Lozes comme président. Il lui adjoignit deux collaborateurs : J. P. Adoue et Maurice Chène, postier, qui appartiendra, dès

1940-41, au petit noyau de premiers résistants qui se forma à Saint-Gaudens et avec lequel le capitaine Gesse fut amené à prendre contact pour *Combat*.

De nouvelles adhésions furent enregistrées par le comité.

À l'automne 1928, deux séries d'élections apportèrent encore des succès au parti radical. En septembre, P. Lozes fut réélu conseiller d'arrondissement pour le canton de Saint-Gaudens. Dans plusieurs cantons proches, des radicaux l'emportèrent aussi : Duboutx à Aspet, Barbe à Salies-du-Salat (conseiller sortant), Peyregène à Montréjeau (conseiller sortant), Laffont à Barbazan (conseiller sortant), Germès à Saint-Béat. Pierre Lozes fut reconduit à la présidence. La vice-présidence revint à Laffont.

La présence d'Édouard Daladier, député du Vaucluse, aux commandes de l'organisation valoisienne, donna du relief au banquet organisé fin septembre pour fêter l'élection à la Chambre des trois députés haut-garonnais : Amat, Beluel, Ducos, personnalité bien ancrée dans la vie politique du Comminges, membre du groupe parlementaire de défense paysanne, protecteur de l'exploitation familiale qui était la réalité sociale dominante dans les campagnes.

En octobre, les élections cantonales confirmèrent la tendance. À Saint-Gaudens, Eugène Azémar, sans adversaire, fut élu au 1<sup>er</sup> tour.

Dans plusieurs cantons, les radicaux l'emportèrent également dans les mêmes conditions : le docteur Brangé à Saint-Martory, « un des esprits les plus fins et les plus avisés de la région », le docteur Ducassé à L'Isle-en-Dodon, le docteur Montalègre à Aurignac où L. Labattut était battu. Les médecins avaient une grande audience en milieu rural.

Rappelons la définition que le parti radical donnait de lui-même en 1929 : « Notre parti n'est pas un parti de lutte des classes. Il est un parti de collaboration de classes représentant toutes les aspirations de la nation ».

## **Les décisions du Conseil Municipal : la continuité**

Au lendemain de la disparition de L. Cazassus, une session extraordinaire du Conseil Municipal eut lieu, pour prévoir que les funérailles du défunt maire seraient municipales et solennelles, et les frais couverts par un crédit de 2 500 francs voté à l'unanimité.

La plupart des mesures prises par la suite par la municipalité Payrau le furent pour confirmer la politique précédemment suivie et tenir les promesses énoncées dans le manifeste de mars.

Au cours de la session extraordinaire du 11 avril, la cession gratuite d'une partie du terre-plein du Palais de Justice (804 m<sup>2</sup> lieu-dit le Grand Rond) fut approuvée, pour permettre l'élargissement du boulevard du Nord et l'extension du périmètre d'électrification à toute la commune décidée. Bientôt, le territoire municipal serait entièrement irrigué par le courant.

La session ordinaire du 10 mai accorda deux subventions : l'une de 1 000 F au syndicat d'initiative du Comminges pour le concours-foire de la race bovine du 24 mai, l'autre de 25 000 F, demandée par E. Azémar, pour le Grand Prix de l'automobile Club de France du 1<sup>er</sup> juillet. Il fut prévu aussi que la terre du terre-plein du palais de justice servirait à combler

l'excavation comprise entre le mur de soutènement du boulevard Bepmale et la chaussée, à l'emplacement de l'ancienne maison Deaddé démolie en 1880 pour créer cette voie.

Dans la séance du 13 juin, plusieurs choix furent arrêtés :

- subvention de 500 F, sollicitée pour favoriser le congrès départemental de la ligue de l'enseignement à Saint-Gaudens, le 24 juin ;

- subvention pour l'organisation d'une démonstration gymnique boulevard Bepmale le soir du 18-19 juin, par M. Ausseil, professeur de gymnastique du collège, avec participation de la société « La Roussillonnaise » ;

- participation de la ville pour un montant de 20 000 F aux travaux de reconstruction des restes du cloître de l'abbaye de Bonnefont dans le jardin public ; ces vestiges occupaient l'emplacement de la route à construire ;

- cession d'un terrain municipal de 2 ha 10 a, avenue de l'Isle, au stade saint-gaudinois ; crédit de 20 000 F accordé pour la création d'un terrain de sports « nécessaire au développement de l'éducation physique dans la région » ;

- achat d'appareils électriques Thomson-Houston pour l'éclairage public des voies urbaines ;

- achat de fusées pare-grêle ;

- création d'un jardin au plateau de La Garenne, demande d'une déclaration d'utilité publique, Saint-Gaudens étant classée comme « station climatique et touristique, tenue d'avoir un projet d'amélioration, d'embellissement et d'extension » ;

- augmentation de la liste des vieillards et infirmes, incurables admis à bénéficier de l'assistance obligatoire.

La séance ordinaire du 4 août s'organisa autour du programme de la fête locale des dimanches 24 août et 1<sup>er</sup> septembre. Un autre volet concernait l'éducation : une demande serait adressée à l'administration pour la création d'une section d'enseignement ménager agricole à l'école supérieure de jeunes filles, dans les locaux laissés vacants par la suppression de l'hôpital militaire. Les dépenses d'enseignement seraient à la charge de la ville. Le cours s'ouvrit en mars 1929, officiellement confirmé par un décret du 8 août 1929. D'autres formations gratuites virent également le jour pour l'apprentissage de métiers tels que cuisinière, repasseuse, femme de chambre, couturière, coupeuse. Par ailleurs, pour soutenir l'essor de l'éducation physique, la municipalité alloua une subvention de 2 000 F à la jeune société de gymnastique « Les Saint-Gaudinois ».

La séance extraordinaire du 20 octobre fut consacrée :

- au vote d'un emprunt de 925 000 F pour assurer l'achèvement de la construction du nouvel hôpital. Pour obtenir une subvention du ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociale, 50 % des travaux à terminer devaient obligatoirement être financés par la commune ;

- à une demande de crédit sportif adressée au ministre de l'Éducation publique (Édouard Herriot) pour la création en cours du stade municipal, l'effort de la commune s'élevant à 190 000 F ;

- à l'aménagement d'un pavillon pour l'octroi et le poids public, boulevard du Nord ;

- à l'agrandissement du cimetière.

La séance du 17 novembre approuva :

- des emprunts divers à contracter ;

- l'octroi d'une subvention de 500 F au comité de vente du timbre anti-tuberculeux ;
- des mesures d'assistance médicale pour 1929 : gratuité des soins aux malades privés de ressources, indigents ou personnes dans un état maladif persistant ;
- la mise en état du sol du plateau de La Caoue, « cher aux Saint-Gaudinois »... et à leur ancien maire qui y effectuait de fréquentes promenades.

La dernière séance de l'année, le 21 décembre, extraordinaire, eut pour objet la création d'un établissement de bains, par la signature d'un bail avec deux personnes de Juan-les-Pins, autorisées à exploiter une partie de l'immeuble « Le Couvent Bleu » sis sur le boulevard Bepmale.

Plusieurs aménagements étaient prévus : huit salles de bains, trois douches, une lingerie, une penderie, des W.C., un salon de coiffure, une piscine à ciel ouvert de 10 m sur 5, avec 0,50 à 1,50 m de profondeur, des douches attenantes (hommes et femmes), un carrelage en mosaïque. L'établissement serait ouvert de 8 h à midi l'hiver, de 6 h à midi l'été. Le jeudi, un service serait assuré aux enfants des écoles communales, le samedi aux ouvriers de la ville de 18 h à 21 h. Des réductions seraient consenties.

Une autre disposition était prise en faveur des jeunes filles, grâce à la circulaire ministérielle du 30 octobre 1928 : elles pourraient être accueillies en tant qu'externes dans les classes du collège de garçons, leur inscription étant déjà autorisée dans les classes de première et de philosophie, et pour les petites filles, dans les classes élémentaires.

Ainsi, des pas en avant étaient faits dans beaucoup de domaines : éducatif, sportif, social, urbanistique. Saint-Gaudens continuait à changer de visage.

## **La vie de la cité**

Pour compléter ce portrait de Saint-Gaudens en 1928, il nous faut aussi évoquer les manifestations, les réunions associatives, les rendez-vous festifs et animations diverses qui attirèrent des publics variés, selon les goûts et les intérêts de chacun.

La cérémonie des obsèques du maire L. Cazassus eut une place à part.

Le tableau s'ouvre sur le premier dimanche de l'année qui offrit aux Saint-Gaudinois, jeunes et moins jeunes, l'occasion de se retrouver à la halle aux grains pour le bal traditionnel organisé par l'Harmonie, société de musique fondée en 1887. Beaucoup de danseurs osèrent s'élancer sur la piste pour se griser de rythmes nouveaux : slow, charleston, tango, qui détrônèrent ce soir-là l'irrésistible valse tendre, dans la salle illuminée.

Dès le lendemain, la population fut invitée par le bureau de bienfaisance à remplir son devoir de solidarité en participant à une souscription en faveur des indigents.

À la mi-janvier, le journal local annonça qu'un Saint-Gaudinois était récompensé de ses mérites : le médecin-général Boyer, adjoint au chef de santé du corps d'armée colonial, était élevé au grade de commandeur de la Légion d'honneur. Plus tard, son nom fut donné à une rue dans le quartier du Pouech.

Le 22 janvier, un nouvel appel à la solidarité eut lieu : les jeunes filles de l'école primaire supérieure furent chargées de la vente du timbre antituberculeux par le comité d'action présidé par le sous-préfet, dirigé par Mlle Nogues, directrice de l'E.P.S., secondée par M. Clermont, président du syndicat des pharmaciens, et le docteur Ollé, président du syndicat des médecins.

Fin janvier, une conférence sur l'école laïque réunit une centaine de personnes, dont beaucoup d'enseignants, pour qui le rôle de cette institution dans l'émancipation des travailleurs fut mis en lumière.

Le 11 mars, la nouvelle du décès brutal du maire, à 15 h 45, à son domicile place Nationale, se répandait dans la ville, consternant la population.

Par une journée claire et ensoleillée, ses obsèques civiles se déroulèrent solennellement, comme l'avait voulu la municipalité. Devant l'hôtel de ville où avait été déposé le cercueil, plusieurs personnalités prirent la parole pour rendre hommage au défunt.

Joseph Picot, adjoint, exprima son « angoisse profonde ». Insistant sur le legs de la foi radicale de Laurent Cazassus, il rappela ses quarante ans de présence à l'assemblée communale, où il était entré adjoint en 1900, après le retrait de Célestin Pelleport. Il rappela « l'esprit libéral et tolérant du disparu, dont la vertu principale était la bonté ».

Maître Saint-Aroman, au nom de l'ordre des avocats, salua lui aussi « l'homme généreux, capable de mettre la main à la poche pour un malheureux sans ressources et sans travail au sortir de prison ». Il souligna que L. Cazassus, « mort sur la brèche, plaidait en police correctionnelle le jeudi avant son décès, survenu le dimanche ».

Eugène Azémar, conseiller municipal, président du syndicat d'initiative du Comminges, présenta le défunt comme l'un des fondateurs de l'organisme, toujours attentif à son essor.

M. Saint-Blancat parla au nom des anciens combattants et rappela que L. Cazassus avait perdu un fils au front en 1916.

M. Bousquet, président de la fédération départementale des républicains radicaux-socialistes, exprima sa tristesse au nom des amis politiques du maire disparu.

Hippolyte Ducos, député, fit l'éloge de son camarade en évoquant « la puissance de bonté native et la flamme de générosité » qui l'animaient. Il mit en relief l'harmonie parfaite qui régnait entre les deux hommes, Bepmale et Cazassus, dont chacun pouvait dire de l'autre : « il était moi et j'étais lui », comme l'avait fait Montesquieu en parlant de La Boétie. Enfin, H. Ducos fit allusion à « l'attitude admirable de L. Cazassus » qui avait refusé « de concourir à la candidature malgré un succès certain », pour lui permettre de porter les couleurs du parti radical aux prochaines législatives.

Honoré Leygues, président du Conseil général dont L. Cazassus était vice-président, qualifia le défunt de « démocrate fils du peuple » au nom du département endeuillé.

Le sous-préfet Lacroix, au nom du gouvernement de la République, rappela qu'il fut « un homme de devoir jusqu'au bout ».

Après les discours de ces personnalités, le cortège se mit en route vers le cimetière, par les boulevards « extérieurs ». Pendant le trajet, l'Harmonie accompagna le défilé par des

marches funèbres. Le char funèbre était encadré par les pompiers de la ville et les cordons de poêle tenus par les maires des communes du Comminges : Valentine, Saint-Marcet, Saint-Pé d'Ardet, Saint-Ignan, Saint-Lary, Gensac.

Derrière venaient :

En tête, les enfants des écoles conduits par leurs maîtres, suivis des représentants des sociétés de secours mutuels, du Stade, de l'Orphéon, des anciens combattants avec leurs drapeaux, de la « Libre Pensée » de Saint-Gaudens avec le drapeau mortuaire de la loge maçonnique « Les Indépendants » à laquelle appartenait le maire décédé, puis la famille : l'épouse du défunt, son frère, ses neveux, le conseil municipal, mené par L. Payrau et J. Picot, adjoints, le sous-préfet Lacroix, les députés H. Ducos, V. Auriol, L. Labattut, le président du Conseil général, H. Leygues, et plusieurs conseillers généraux : Brangé, Vivès, Masquère, et le président du Conseil d'arrondissement, Pierre Lozes, Bousquet, président de la fédération radicale-socialiste, des représentants des fonctionnaires, des enseignants, des avocats et avoués en robe, un détachement du 14<sup>e</sup> R.I.

Une foule nombreuse et attristée terminait ce long cortège qui s'arrêta à la porte du cimetière, où l'inhumation eut lieu dans l'intimité, en présence de la famille et de quelques amis seulement.

Peu à peu, la ville allait reprendre son souffle.

Le mois de mai fut favorable à l'organisation d'un concours-foire pour la race bovine par le syndicat d'initiative, soutenu par la municipalité qui voulait en faire la vitrine de l'économie rurale commingeoise. La manifestation se termina par une soirée spectacle au théâtre des Variétés.

Peu après, la société des anciens combattants et mutilés, présidée par Louis Germain, tint sa réunion annuelle et proposa une soirée artistique, aux Variétés aussi, à tous ceux qui désiraient faire un geste en faveur des victimes de guerre. Le premier grand conflit mondial n'était terminé que depuis dix ans !

L'été arrivait.

Dans la soirée du 18 au 19 juin, la démonstration gymnique préparée par M. Aussel, professeur au collège, attira de nombreux spectateurs sur le boulevard Bepmale.

Le 24 juin, les locaux de la mairie accueillirent l'assemblée générale de la fédération départementale de la Ligue de l'enseignement fondée en 1866 pour le développement de l'instruction. Le président Estèbe mit en valeur les progrès obtenus. À midi, un banquet fut servi à l'hôtel Ferrière pour les participants, en présence du maire L. Payrau et de l'adjoint Picot. À 15 h, salle Lafforgue (ancien cinéma Pathé), le sénateur de l'Isère Brunier, vice-président du comité national, donna une conférence sur le rôle de la Ligue en France. À cette occasion, J. Picot souligna que, depuis longtemps, la ville de Saint-Gaudens était acquise à l'idée laïque. Mlle Nogues, elle aussi membre de la Ligue, confirma sa volonté de poursuivre l'action. « Les Républicains » de l'arrondissement avaient été invités par voie de presse à assister à la rencontre. La question du sport à l'école, sujet très actuel, fut évoquée.

L'élan était donné. En juillet, la ville s'enrichit de la création d'une société de gymnastique, « Les Saint-Gaudinois », encadrée par trois moniteurs, MM. Obidol et Marc, anciens professeurs de gymnastique au collège, et M. Aussel, professeur en exercice. La présidence revenait à Louis Saint-Paul, adjoint, la trésorerie à Léon Barrère. En attendant l'ouverture d'un local, à la caserne Pégot, les séances de mouvements d'ensemble étaient

organisées dans un hangar de l'hôtel Bosc, prêté gracieusement. La société compta vite une quarantaine d'adhérents, inscrits par des parents qui appréciaient l'initiative. Raymond Toulouse et Jules Ribet comptaient aussi parmi les fondateurs.

Une autre création donna aussi plus d'éclat à la vie culturelle de la ville : celle de la Société des chanteurs du Comminges, prolongement du vieil Orphéon né en 1842. En interprétant de beaux morceaux du folklore pyrénéen, les chanteurs, dirigés par Michel Bonneaud, obtinrent vite beaucoup de succès.

Un bel avenir attendait ces deux groupes, toujours bien vivants et florissants aujourd'hui, plus de 80 ans après.

Le 1<sup>er</sup> juillet, Eugène Azémar, le fondateur du circuit du Comminges, gagna son pari : sur une piste de 27 km, se déroula le grand prix de l'Automobile Club de France qui fit résonner le nom de Saint-Gaudens bien au-delà de la région.

L'événement avait nécessité une minutieuse préparation.

En ville, depuis minuit, on percevait le ronflement des moteurs des véhicules qui ne cessaient d'affluer. De bonne heure, les rues s'animaient. Le temps était maussade. Allait-il pleuvoir pour cette journée exceptionnelle ?

Sur le plateau de la Garenne, un public nombreux se déversa, venu de toute part, du Sud-Ouest, de Paris et d'ailleurs, par tous les moyens de locomotion, en voiture particulière surtout.

La matinée fut consacrée à la coupe des petites cylindrées. De Rovin remporta la compétition, à 84,167 km/h de moyenne.

Le restaurant installé sur les lieux permit à beaucoup de se restaurer à midi. D'autres se contentèrent d'un pique-nique sur l'herbe.

Dès le début de l'après-midi, un soleil radieux éclaira le site, les Pyrénées en toile de fond. Les tribunes étaient complètes, les gradins encore en bois remplis de monde, les pelouses, sur les talus et la côte de la Garenne, envahies de spectateurs. Les dames, en toilette claire, côtoyaient les messieurs qui avaient enlevé leur veste.

Dans les tribunes d'honneur, se trouvaient les officiels : MM. Second, préfet de la Haute-Garonne, Taussac, préfet des Hautes-Pyrénées, Mineur, préfet des Basses-Pyrénées, Lacroix, sous-préfet de Saint-Gaudens, L. Payrau, maire, les maires de Luchon (Germès), et de Salies-du-Salat (Barbe), le sénateur Sarraut, le député Ducos, des militaires : le commandant-chef du 17<sup>e</sup> corps d'armée, le général Chambrun, commandant de la 34<sup>e</sup> division, les représentants de l'Automobile Club, le président de la chambre syndicale de l'automobile de Toulouse, ceux de l'industrie et du commerce de l'automobile de Toulouse et de Paris.

La musique militaire du 14<sup>e</sup> R.I. apportait son concours.

Pour la compétition, le circuit dessinait une courbe partant de l'actuelle avenue Wimille, empruntant la Nationale 117 pour rejoindre la Nationale 125, jalonnée par les localités de Valentine, Martres-de-Rivière, Pointis-de-Rivière, Huos, Gourdan-Polignan, Montréjeau, Villeneuve-de-Rivière, avec retour à Saint-Gaudens.

Au final, sur un parcours de 263 km, 12 voitures étaient engagées. Le premier pilote à franchir le poteau fut l'américain William sur Bugatti, grand vainqueur avec une vitesse moyenne de 136,506 km/h, suivi de Rousseau sur Salmson, deuxième à 120 km/h, et troisième, Brisson, sur l'américaine Stutz à 112 km/h.

Un très beau spectacle, vigoureusement applaudi par une foule enthousiaste : désormais, le Circuit du Comminges était reconnu, confirmé, et prenait une dimension internationale. E. Azémar et ses collaborateurs étaient récompensés. L'histoire du « Circuit » ne faisait que commencer et allait s'inscrire dans les mémoires.

Pour compléter l'événement, un rallye franco-espagnol Saint-Gaudens - Lérida et retour avait été organisé, doté de 25 000 F de prix par le journal *La Dépêche du Midi*. Pour le mettre en place, un comité s'était rendu en délégation à Lérida, composé du sous-préfet Lacroix, d'E. Azémar, de M. Rigaut, de l'Auto-Club du Midi, rejoints par les responsables du Val d'Aran. Des primes furent réservées aux cinquante premiers coureurs engagés. Les 4, 5, 6 juillet, 55 voitures et 17 motos participèrent au rallye sur un parcours de 276 km à l'aller et au retour, par le Val d'Aran, Bossost, Vielha, le col de la Bonnaygue (2072 m). À Lérida, le jour de repos fut marqué par des épreuves de ville et des manifestations festives qui attirèrent la population espagnole. Les autorités (le gouverneur de la Province, l'alcade et sa municipalité, la chambre de commerce, de nombreux groupements) réservèrent un accueil chaleureux aux coureurs qui bénéficièrent d'un hébergement gratuit. Au retour, le vainqueur du rallye fut Bergé qui, parti à 6 h, arriva à 16 h à Saint-Gaudens.

L'intérêt essentiel de cette manifestation résidait dans le rapprochement réalisé entre France et Espagne. Malgré le succès remporté sur le trajet et à Lérida, les difficultés de la route, le passage de la Bonnaygue, le manque d'équipements techniques sur le parcours empêchèrent le renouvellement de l'expérience.

À la fin de l'été, les grands moments de la fête locale arrivèrent, préparés en séance du conseil municipal.

Les dimanches 24 août et 2 septembre furent des journées de cheval. En ouverture et clôture des divertissements, deux grandes réunions hippiques furent organisées à 14 h 30 à l'Isle Aulnaye, par la Société des courses de chevaux sur piste qui existait à Saint-Gaudens depuis 1904. Les épreuves comprenaient un concours d'obstacles suivi d'une course de plat. Un public passionné remplit les tribunes. Des mesures de sécurité avaient été prises par la municipalité, dans une réunion du 6 mars. On compta 94 engagements. Des prix importants furent décernés : prix du Cagire, prix du Nébouzan, prix du Gouvernement, prix de la Société des steeple-chases de France.

Le samedi soir 1<sup>er</sup> septembre, la retraite aux flambeaux anima les boulevards. Le dimanche 2, le pavoisement de ces voies et de la mairie affirma le caractère officiel des festivités. À 18 h, l'Harmonie donna un concert sur « la Promenade » (boulevard Bepmale), suivi d'un feu d'artifice qui illumina la nuit. Comme le 26 août, les flonflons du bal populaire vibrèrent ensuite tard dans la soirée. Le lundi 3, un défilé et des mouvements d'ensemble avec édification de « pyramides » prouvèrent la vitalité de la jeune société « Les Saint-Gaudinois », encouragée par une subvention de 2 000 F allouée par la ville. Un banquet ouvert à tous rassembla les gens désireux de prolonger ensemble ces bons moments de détente.

Pour stimuler la principale activité économique du Comminges, fin septembre, un concours agricole proposé par le comice agricole d'arrondissement et le syndicat d'initiative, sous le patronage de la municipalité, réserva une place de choix à la présentation des nouvelles machines et instruments mus à l'électricité, capables d'orienter les exploitations

vers le modernisme. La foire aux chevaux de l'été, fondée en 1884, gardait cependant son importance.

L'inspecteur général de l'agriculture, délégué par le ministre, rendit visite aux exposants et organisateurs, pour témoigner de l'intérêt porté par les pouvoirs publics au monde des campagnes.

Au début de l'automne, la saison de rugby s'ouvrit au stade avenue de l'Isle, qui devenait municipal par une rencontre entre l'Association sportive Tarbaise et le Stade Saint-Gaudinois. Ce club existait depuis 1882. Il avait glané de nombreux lauriers : champion de France 3<sup>e</sup> série en 1912, finaliste 1<sup>ère</sup> série en 1913, quart finaliste d'excellence en 1920. Quant au football, moins ancien, il était représenté depuis 1922 par l'USSG (Union Sportive Saint-Gaudinoise).

L'année allait prendre fin.

En décembre, pour la seconde fois, une vente de timbres antituberculeux eut lieu. Deux journées lui furent consacrées. La recette des deux représentations données au théâtre des Variétés alimenta les caisses du comité d'organisation. Au programme de la première soirée figuraient trois films : « Chang, le livre de la jungle », un documentaire, « Quelle averse », une comédie, et « La bonne poire », un comique. La seconde fois, dans un concert qui attira les mélomanes, Mlle Pouech, du conservatoire de Toulouse, pianiste, et Mlle Goldberg, soliste, unirent leurs talents. À l'issue de ce moment musical, une tombola fut tirée. De nombreux lots attendaient les gagnants : six oies grasses, six dindons, des canards, pigeons, chapons fins... de quoi bien fêter Noël avec un billet à 1 F, vendu au profit de la lutte contre la maladie qui était encore un grave fléau social. Les sommes recueillies, 10 000 F au total, furent versées au receveur des finances de Saint-Gaudens, trésorier du comité d'arrondissement. Complétées par le comité départemental, elles furent utilisées pour la création d'un dispensaire d'hygiène sociale dans des locaux fournis par la municipalité, au centre ville. Les malades atteints de la tuberculose ou autres affections contagieuses pourraient y recevoir conseils et soins. En outre, huit enfants nés de parents tuberculeux furent installés, aux frais du comité départemental, à la Maison des pupilles de la Nation d'Aspet. Aujourd'hui, il existe une journée mondiale de lutte contre la tuberculose.

L'évocation de l'année 1928 à Saint-Gaudens nous laisse l'image d'une ville soucieuse d'assurer la continuité de l'œuvre municipale entreprise depuis plus de quarante ans, d'une ville désireuse de vivre avec son temps, de s'ouvrir sur l'avenir, de se faire une place au soleil par la richesse de ses activités.

Ce passé n'est pas mort. Il nous rattache puissamment au présent.

Population de Saint-Gaudens : quelques chiffres.

1926 : 6 016 habitants ;

1939 : 6 636 habitants.

État civil année 1928 :

95 naissances, 46 garçons, 49 filles, contre 85 en 1927.

103 décès contre 106 en 1927 : 12 garçons, 33 hommes mariés, 11 vierges, 14 filles, 8 femmes mariées, 25 veuves ; solde naturel négatif : 8 ; mariages : 52, divorces : 5.

## Sources :

Archives privées 1928 ;

ADHG Antenne du Comminges, BF Jour 21 ;

ADHG Antenne du Comminges, BF 179 ;

ADHG Antenne du Comminges, 2EG 179 ;

Archives municipales, état civil 1928 ;

Baal Gérard, *Histoire du radicalisme*, La Découverte, 1994 ;

Miquel Pierre, *La III<sup>e</sup> République : hommes et pouvoirs*, Bordas 1971.